

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

Αρ. Φύλλου 94
16 Μαρτίου 2000

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2828

Κύρωση της Συμφωνίας για την ασφάλεια των πληροφοριών μεταξύ των Μερών της Συνθήκης του Βορείου *Ατλαντικού*

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Συμφωνία για την ασφάλεια των πληροφοριών μεταξύ των Μερών της Συνθήκης του Βορείου Ατλαντικού, που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 6 Μαρτίου 1997, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

ACCORD SUR LA SECURITE DES INFORMATIONS ENTRE LES PARTIES AU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD

Les Parties au Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4 avril 1949:

Réaffirmant que l'efficacité de la consultation politique, de la coopération et de l'établissement de plans de défense au service des objectifs du Traité exige l'échange d'informations classifiées entre les Parties;

Considérant que des dispositions sont nécessaires entre les Gouvernements des Parties au Traité de l'Atlantique Nord pour la protection et la sauvegarde réciproques des informations classifiées échangées entre eux:

Considérant qu'un cadre général pour les normes et les procédures de sécurité est nécessaire;

Agissant en leur nom propre et au nom de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1

Les Parties :

(i) veillent à la protection et à la sauvegarde :

(a) des informations classifiées (voir Annexe I), identifiées comme telles, qui émanent de l'OTAN (voir Annexe II) ou qui sont soumises à l'OTAN par un Etat membre;

(b) des informations classifiées, identifiées comme telles, soumises par un Etat membre à un autre Etat membre à l'appui d'un programme, projet ou contrat de l'OTAN;

(ii) conservent la classification de sécurité des informations visées à l'alinéa (i) ci-dessus et mettent tout en oeuvre pour assurer leur protection en conséquence;

(iii) s'abstiennent d'exploiter les informations classifiées visées à l'alinéa (i) ci-dessus à des fins autres que celles prévues par le Traité de l'Atlantique Nord ou les décisions et résolutions qui s'y rapportent:

(iv) s'abstiennent de communiquer les informations visées à l'alinéa (i) ci-dessus à des Parties non OTAN sans l'accord de l'autorité d'origine.

ARTICLE 2

En application de l'Article 1 du présent Accord, les Parties veillent à la création d'une autorité nationale de sécurité pour les activités de l'OTAN, autorité qui met en oeuvre des systèmes de sécurité préventive. Les Parties établissent et appliquent des normes de sécurité qui garantissent un même degré de protection des informations classifiées.

ARTICLE 3

(1) Les Parties doivent s'assurer que tout ressortissant qui, dans l'accomplissement de ses fonctions officielles, aurait besoin d'accéder à des informations classifiées CONFIDENTIEL et au-dessus ou pourrait avoir accès à de telles informations, possède une habilitation de sécurité appropriée avant sa prise de fonctions.

(2) Les procédures d'habilitation de sécurité doivent avoir pour but de déterminer si une personne peut, compte tenu de sa loyauté et de sa fiabilité, avoir accès à des informations classifiées sans constituer un risque inacceptable pour la sécurité.

(3) Sur demande, les Parties doivent coopérer avec les autres Parties en vue de l'exécution de leurs procédures d'habilitation de sécurité respectives.

ARTICLE 4

Le Secrétaire général doit s'assurer que les dispositions du présent Accord qui la concernent sont appliquées par l'OTAN (voir Annexe III).

ARTICLE 5

Le présent Accord n'empêche nullement les Parties de conclure d'autres accords portant sur l'échange d'informations classifiées qui émanent d'elles et qui n'ont aucun rapport avec l'objet du présent Accord.

ARTICLE 6

(a) Le présent Accord sera ouvert à la signature des Parties au Traité de l'Atlantique Nord et sera sujet à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

(b) Le présent Accord entrera en vigueur trente jours après la date du dépôt, par deux Etats signataires, de leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Pour chacun des autres Etats signataires, il entrera en vigueur trente jours après le dépôt de leur propre instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

(c) S'agissant des Parties pour lesquelles il sera entré en vigueur, le présent Accord annulera et remplacera la "Convention sur la sécurité entre les Etats signataires du Traité de l'Atlantique Nord" approuvée par le Conseil de l'Atlantique Nord dans l'Annexe A (paragraphe 1) à l'Appendice à la Pièce jointe au D.C. 2/7, du 19 avril 1952, puis incorporée à la Pièce jointe "A" (paragraphe 1) au C-M(55)15(définitif), approuvée par le Conseil de l'Atlantique Nord le 2 mars 1955.

ARTICLE 7

Le présent Accord reste ouvert à l'adhésion de tout nouvel Etat partie au Traité de l'Alliance Nord conformément à sa propre procédure constitutionnelle. Son instrument d'adhésion devra être déposé auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Le présent Accord entrera en vigueur pour chacun des Etats y adhérant trente jours après la date du dépôt de son instrument d'adhésion.

ARTICLE 8

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique informera les Gouvernements des autres Parties du dépôt de chaque instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ARTICLE 9

Le présent Accord pourra être dénoncé par chaque Partie au moyen d'une notification écrite de dénonciation adressée au dépositaire, qui informera toutes les autres Parties de cette notification. La dénonciation prendra effet un an après réception de la notification par le dépositaire. Toutefois, elle n'affectera pas les obligations contractées ni les droits ou facultés acquis antérieurement par les Parties en vertu des dispositions du présent Accord.

In witness whereof the undersigned, duly authorized to this effect by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done in Brussels, this 6th day of March, 1997 in a single copy in the English and French languages, each text being equally authoritative, which shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America and of which certified copies shall be transmitted by that Government to each of the other signatories.

En foi de quoi les Représentants ci-dessous, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles, le 6 mars 1997, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, chaque texte faisant également foi, qui sera versé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des autres signataires.

For the Kingdom of Belgium
Pour le Royaume de Belgique

For Canada
Pour le Canada

For the Kingdom of Denmark
Pour le Royaume de Danemark

For France
Pour la France

sous réserve de ratification
subject to ratification

For the Federal Republic of Germany
Pour la République fédérale d'Allemagne

Dr. Hermann Frh. v. Richthofen

For Greece
Pour la Grèce

For Iceland
Pour l'Islande

For Italy
Pour l'Italie

For the Grand Duchy of Luxembourg
Pour le Grand-Duché de Luxembourg

For the Kingdom of the Netherlands
Pour le Royaume des Pays-Bas

For the Kingdom of Norway
Pour le Royaume de Norvège

For Portugal
Pour le Portugal

For the Kingdom of Spain
Pour le Royaume d'Espagne

For the Republic of Turkey
Pour la République de Turquie

For the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord

For the United States of America
Pour les Etats-Unis d'Amérique

ANNEXE I

Cette Annexe fait partie intégrante de l'Accord.

Les informations classifiées OTAN sont définies comme suit :

(a) le terme "informations" désigne toute connaissance pouvant être communiquée sous quelque forme que ce soit;

(b) les termes "informations classifiées" désignent des informations ou des matériels qu'il faut protéger contre une divulgation non autorisée. conformément à leur classification de sécurité;

(c) le terme "matériel" englobe le document et tout élément de machine. d'équipement ou d'arme. fabriqué ou en cours de fabrication;

(d) le terme "document" désigne toute information enregistrée. quelles qu'en soient la forme ou les caractéristiques physiques. y compris - sans aucune restriction - les écrits et les imprimés. les cartes et les bandes perforées. les cartes géographiques. les graphiques. les photographies. les peintures. les dessins. les gravures. les croquis. les notes et documents de travail. les carbones et les rubans encreurs. ou les reproductions effectuées par quelque moyen ou procédé que ce soit. ainsi que les données sonores. la voix. toute forme d'enregistrements magnétiques. électroniques. optiques ou vidéo. de même que l'équipement informatique portatif avec support de mémoire fixe et amovible.

ANNEXE II

Cette Annexe fait partie intégrante de l'Accord.

Aux fins du présent Accord, le mot "OTAN" signifie l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, et les Organismes régis soit par la Convention sur le Statut de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, des Représentants Nationaux et du Personnel International signé à Ottawa le 20 septembre 1951, soit par le Protocole sur le Statut des Quartiers Généraux Militaires Internationaux crées en vertu du Traité de l'Atlantique Nord signé à Paris le 28 août 1952.

ANNEXE III

Cette Annexe fait partie intégrante de l'Accord.

Des consultations se déroulent avec les commandants militaires afin de respecter leur prérogatives.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΣΦΑΛΕΙΑ ΤΩΝ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ
ΜΕΤΑΞΥ ΤΩΝ ΜΕΡΩΝ ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ
ΤΟΥ ΒΟΡΕΙΟΥ ΑΤΛΑΝΤΙΚΟΥ

Τα Μέρη στη Συνθήκη του Βορείου Ατλαντικού Συμφώνου που υπογράφηκε στην Ουάσιγκτον την 4η Απριλίου 1949,

ΕΠΙΒΕΒΑΙΩΝΟΥΝ ότι η αποτελεσματικότητα της πολιτικής σύσκεψης, της συνεργασίας και της κατάρτισης αμυντικών σχεδίων που υπηρετούν τους στόχους του Συμφώνου απαιτούν την ανταλλαγή διαβαθμισμένων πληροφοριών μεταξύ των Μερών,

ΘΕΩΡΟΥΝ ότι απαιτούνται διακανονισμοί μεταξύ των Κυβερνήσεων των Μερών της Συνθήκης του Βορείου Ατλαντικού για την αμοιβαία προστασία και διαφύλαξη των ταξινομημένων πληροφοριών που ανταλλάσσονται μεταξύ τους,

ΘΕΩΡΟΥΝ ότι απαιτείται γενικό πλαίσιο για τα πρότυπα και τις διαδικασίες ασφαλείας,

ΕΝΕΡΓΟΥΝΤΕΣ στο όνομά τους και στο όνομα της Οργάνωσης της Συνθήκης του Βορείου Ατλαντικού, συμφωνούν και αποδέχονται τα ακόλουθα:

ΑΡΘΡΟ 1

Τα Μέρη:

i) μεριμνούν για την προστασία και τη διαφύλαξη:

(α) των διαβαθμισμένων πληροφοριών (όρα Παράρτημα I) που χαρακτηρίζονται ως τέτοιες, και προέρχονται από το ΝΑΤΟ (όρα Παράρτημα II) ή που υποβάλλονται στο ΝΑΤΟ από Κράτος - Μέλος,

(β) των διαβαθμισμένων πληροφοριών που χαρακτηρίζονται σαν τέτοιες και υποβάλλονται από Κράτος - Μέλος σε άλλο Κράτος - Μέλος και στηρίζουν πρόγραμμα, σχέδιο ή σύμβαση του ΝΑΤΟ·

ii) διατηρούν τη διαβάθμιση ασφαλείας των πληροφοριών που νοούνται στο προηγούμενο εδάφιο (i) και κινητοποιούνται για την εξασφάλιση της ανάλογης προστασίας·

iii) απέχουν από την εκμετάλλευση των διαβαθμισμένων πληροφοριών που αναφέρονται στο προηγούμενο εδάφιο για άλλους σκοπούς από εκείνους που προβλέπονται από τη Συνθήκη του Βορείου Ατλαντικού ή από τις σχετικές αποφάσεις·

iv) απέχουν από τη διαβίβαση των πληροφοριών που νοούνται στο προηγούμενο εδάφιο (i) σε Μέρη εκτός ΝΑΤΟ χωρίς την έγκριση της αρχής προέλευσης.

ΑΡΘΡΟ 2

Σε εφαρμογή του άρθρου 1 της παρούσας Συμφωνίας, τα Μέρη μεριμνούν για τη δημιουργία εθνικής αρχής ασφαλείας για τις δραστηριότητες του ΝΑΤΟ, αρχή που ενεργοποιεί συστήματα προληπτικής ασφάλειας.

Τα Μέρη καθορίζουν και εφαρμόζουν κανόνες ασφαλείας που εξασφαλίζουν ένα ίδιο βαθμό ασφαλείας των διαβαθμισμένων πληροφοριών.

ΑΡΘΡΟ 3

1) Τα Μέρη πρέπει να βεβαιωθούν ότι κάθε υπήκοος που, κατά την εκτέλεση των επίσημων καθηκόντων του, θα είχε ανάγκη πρόσβασης σε πληροφορίες διαβαθμισμένες ως ΕΜΠΙΣΤΕΥΤΙΚΕΣ (CONFIDENTIEL) ή με ανώτερη διαβάθμιση ή έχει πρόσβαση σε τέτοιες πληροφορίες, είναι κάτοχος ανάλογου δικαιώματος ασφαλείας πριν την ανάληψη των καθηκόντων του.

2) Οι διαδικασίες δικαιώματος ασφαλείας πρέπει να έχουν σαν σκοπό να καθοριστεί εάν ένα πρόσωπο μπορεί, λαμβάνοντας υπόψη την εντιμότητά του και την αξιοπιστία του, να έχει πρόσβαση σε ταξινομημένες πληροφορίες χωρίς να αποτελέσει απαράδεκτο κίνδυνο για την ασφάλεια.

3) Όταν αιτηθεί, τα Μέρη πρέπει να συνεργάζονται με τα άλλα Μέρη με σκοπό την εκτέλεση των αμοιβαίων διαδικασιών δικαιώματος ασφαλείας.

ΑΡΘΡΟ 4

Ο Γενικός Γραμματέας πρέπει να βεβαιωθεί ότι οι διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας, οι οποίες την αφορούν, εφαρμόζονται από το ΝΑΤΟ (όρα Παράρτημα III).

ΑΡΘΡΟ 5

Η παρούσα Συμφωνία ουδόλως εμποδίζει τα Μέρη να συνάπτουν άλλες συμφωνίες σχετικές με την ανταλλαγή διαβαθμισμένων πληροφοριών, οι οποίες προέρχονται από εκείνους και δεν έχουν καμία σχέση με το αντικείμενο της παρούσας Συμφωνίας.

ΑΡΘΡΟ 6

α) Η παρούσα Συμφωνία θα υπογραφεί από τα Μέρη της Συνθήκης του Βορείου Ατλαντικού και θα υπόκειται στην επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση. Οι πράξεις επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στην Κυβέρνηση των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής.

β) Η παρούσα Συμφωνία θα αρχίσει να ισχύει τριάντα ημέρες από την ημερομηνία της κατάθεσης, εκ μέρους δύο συνυπογραφόντων Κρατών, των πράξεων επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισής των. Για έκαστο άλλο εκ των συνυπογραφόντων Κρατών, θα αρχίσει να ισχύει τριάντα ημέρες από την κατάθεση των δικών τους πράξεων επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

γ) Προκειμένου για τα Μέρη για τα οποία θα έχει τεθεί σε ισχύ, η παρούσα Συμφωνία καθιστά άκυρη και θα αντικαθιστά τη «Σύμβαση περί ασφαλείας μεταξύ των Κρατών που υπογράφουν τη Συνθήκη του Βορείου Ατλαντικού» που έχει εγκριθεί από το Συμβούλιο του Βορείου Ατλαντικού στο Παράρτημα Α΄ (παρ.1) του Προσαρτήματος του συνημμένου εγγράφου της από 19 Απριλίου 1952 Α.Σ. 2/7, που ενσωματώθηκε στη συνέχεια στο συνημμένο Έγγραφο «Α» (παρ.1) του C-M(55)15 (οριστικό) το οποίο εγκρίθηκε από το Συμβούλιο του Βορείου Ατλαντικού στις 2 Μαρτίου 1955.

ΑΡΘΡΟ 7

Η παρούσα Συμφωνία είναι ανοιχτή στην προσχώρηση οποιουδήποτε νέου Κράτους - Μέρους στη Συνθήκη του Βορείου Ατλαντικού σύμφωνα με την οικεία θεσμική διαδικασία. Το όργανο προσχώρησης αυτού θα πρέπει να κατατίθεται στην Κυβέρνηση των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής. Η παρούσα Συμφωνία θα τεθεί σε ισχύ για κάθε Κράτος που θα προσχωρήσει σε αυτή, τριάντα ημέρες από την ημερομηνία κατάθεσης του οργάνου προσχώρησης.

ΑΡΘΡΟ 8

Η Κυβέρνηση των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής θα πληροφορήσει τις Κυβερνήσεις των άλλων Συμβαλλομένων περί της κατάθεσης εκάστου οργάνου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

ΑΡΘΡΟ 9

Η παρούσα Συμφωνία θα δύναται να καταγγέλλεται από κάθε Μέρος με έγγραφη κοινοποίηση της καταγγελίας απευθυνόμενης στον καταθέτη, ο οποίος θα πληροφορήσει όλα τα άλλα Μέρη σχετικά με την κοινοποίηση αυτήν.

Η καταγγελία θα ισχύει ένα έτος μετά την παραλαβή της κοινοποιήσεως από τον καταθέτη. Ωστόσο δεν θα θίγει τις συμφωνημένες υποχρεώσεις ούτε τα δικαιώματα ή τις δυνατότητες που έχουν αποκτηθεί στο παρελθόν από τα Μέρη δυνάμει των διατάξεων της παρούσας Συμφωνίας.

Σε πίστωση του οποίου οι κάτωθι εκπρόσωποι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι από τις αντίστοιχες Κυβερνήσεις τους, υπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.

Συντάχθηκε στις Βρυξέλλες στις 6 Μαρτίου 1997, σε ένα αντίτυπο, στην αγγλική και γαλλική γλώσσα, κάθε κείμενο είναι εξίσου αυθεντικό και θα κατατεθεί στα αρχεία της Κυβέρνησης των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής, η οποία θα διαβιβάσει ακριβή αντίγραφα σε κάθε έναν εκ των συνυπογραφόντων.

Για το Βασίλειο του Βελγίου
Για τον Καναδά
Για το Βασίλειο της Δανίας
Για τη Γαλλία - υπογραφή
Για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας - με την επιφύλαξη της επικύρωσης - υπογραφή
Για την Ελλάδα - υπογραφή
Για την Ισλανδία - υπογραφή
Για την Ιταλία
Για το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου
Για το Βασίλειο των Κάτω - Χωρών
Για το Βασίλειο της Νορβηγίας
Για την Πορτογαλία
Για το Βασίλειο της Ισπανίας
Για τη Δημοκρατία της Τουρκίας
Για το Ενωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας και Βόρειας Ιρλανδίας
Για τις Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι

Το παρόν Παράρτημα αποτελεί αναπόσπαστο μέρος της Συμφωνίας. Οι διαβαθμισμένες πληροφορίες του ΝΑΤΟ ορίζονται ως εξής:

α) Ο όρος «πληροφορίες» ορίζει κάθε γνώση η οποία μπορεί να κοινοποιηθεί υπό οποιαδήποτε μορφή.

β) Οι όροι «ταξινομημένες πληροφορίες» ορίζουν πληροφορίες ή υλικά που χρήζουν προστασίας κατά μη επιτρεπόμενης αποκάλυψης σύμφωνα με την ταξινόμηση ασφαλείας τους.

γ) Ο όρος «υλικό» περιλαμβάνει το έγγραφο και κάθε στοιχείο μηχανήματος, εξοπλισμού ή όπλου, κατασκευασμένο ή υπό κατασκευή.

δ) Ο όρος «έγγραφο» ορίζει κάθε καταχωρημένη πληροφορία όποια και αν είναι η μορφή ή τα φυσικά χαρακτηριστικά, συμπεριλαμβάνοντας - χωρίς κανένα περιορισμό - τα γραπτά και τα έντυπα κείμενα, τις κάρτες και τις διάτρητες ταινίες, τους γεωγραφικούς χάρτες, τα γραφικά, τις φωτογραφίες, τις ζωγραφιές, τα σχέδια, τα προϊόντα φωτοχαρακτικής, τα σκαριφήματα, τις σημειώσεις και τα έγγραφα εργασίας, τα καρμπόν και τις μελανοταινίες ή τα αντίγραφα πραγματοποιημένα με οποιαδήποτε μέσα ή διαδικασίες, καθώς και τα ηχητικά στοιχεία, τις φωνές, όλες τις μορφές μαγνητικών, ηλεκτρονικών, οπτικών εγγραφών ή βίντεο, καθώς και τους φορητούς εξοπλισμούς πληροφορικής με υποστήριξη σταθερής ή μη μνήμης.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ

Το παρόν Παράρτημα αποτελεί αναπόσπαστο μέρος της Συμφωνίας.

Για τις ανάγκες της παρούσας Συμφωνίας, η λέξη «ΝΑΤΟ» σημαίνει τον Οργανισμό της Συνθήκης του Βορείου Ατλαντικού και τις Οργανώσεις που διέπονται είτε από τη Σύμβαση για το Καθεστώς του Οργανισμού της Συνθήκης του Βορείου Ατλαντικού, των Εθνικών Εκπροσώπων και του Διεθνούς Προσωπικού, που υπογράφηκε στην Οτάβα στις 20 Σεπτεμβρίου 1951 ή από το Πρωτόκολλο για το Καθεστώς των Διεθνών Στρατιωτικών Αρχηγείων που δημιουργήθηκαν δυνάμει της Συνθήκης του Βορείου Ατλαντικού, που υπογράφηκε στο Παρίσι στις 28 Αυγούστου 1952.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ

Το παρόν Παράρτημα αποτελεί αναπόσπαστο μέρος της Συμφωνίας.

Διεξάγονται διαβουλεύσεις με τους στρατιωτικούς διοικητές προς το σκοπό του σεβασμού των προνομίων τους.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Συμφωνίας που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 6 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως Νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 15 Μαρτίου 2000

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ
Α. ΤΣΟΧΑΤΖΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Γ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 16 Μαρτίου 2000

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Ε. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * TELEX 223211 YPET GR * FAX 52 34 312
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http: www.et.gr
e-mail: webmaster @ et.gr

ΥΠΗΡΕΣΙΕΣ ΕΞΥΠΗΡΕΤΗΣΗΣ ΠΟΛΙΤΩΝ

ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ
Σολωμού 51

Πληροφορίες δημοσιευμάτων Α.Ε. - Ε.Π.Ε.	5225 761 - 5230 841
Πληροφορίες δημοσιευμάτων λοιπών Φ.Ε.Κ.	5225 713 - 5249 547
Πώληση Φ.Ε.Κ.	5239 762
Φωτοαντίγραφα παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248 141
Βιβλιοθήκη παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248 188
Οδηγίες για δημοσιεύματα Α.Ε. - Ε.Π.Ε.	5248 785
Εγγραφή Συνδρομητών Φ.Ε.Κ. και αποστολή Φ.Ε.Κ.	5248 320

ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ
ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.

ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ - Βασ. Όλγας 227 - Τ.Κ. 54100	(031) 423 956
ΠΕΙΡΑΙΑΣ - Νικήτα 6-8 Τ.Κ. 185 31	4135 228
ΠΑΤΡΑ - Κορίνθου 327 - Τ.Κ. 262 23	(061) 6381 100
ΙΩΑΝΝΙΝΑ - Διοικητήριο Τ.Κ. 450 44	(0651) 87215
ΚΟΜΟΤΗΝΗ - Δημοκρατίας 1 Τ.Κ. 691 00	(0531) 22 858
ΛΑΡΙΣΑ - Διοικητήριο Τ.Κ. 411 10	(041) 597449
ΚΕΡΚΥΡΑ - Σαμαρά 13 Τ.Κ. 491 00	(0661) 89 127 / 89 120
ΗΡΑΚΛΕΙΟ - Πλ. Ελευθερίας 1, Τ.Κ. 711 10	(081) 396 223
ΛΕΣΒΟΣ - Πλ. Κωνσταντινουπόλεως Τ.Κ. 811 00 Μυτιλήνη	(0251) 46 888 / 47 533

ΤΙΜΗ ΠΩΛΗΣΗΣ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

- Για τα ΦΕΚ από 1 μέχρι 8 σελίδες 200 δρχ.
- Για τα ΦΕΚ από 8 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) προσαυξάνεται κατά 100 δρχ. ανά 8σέλιδο ή μέρος αυτού.
- Για τα ΦΕΚ του Τεύχους Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π. ανεξαρτήτως αριθμού σελίδων δρχ. 100. (Σε περίπτωση Πανελλήνιου Διαγωνισμού η τιμή θα προσαυξάνεται κατά δρχ. 100 ανά 8σέλιδο ή μέρος αυτού).

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

Τεύχος	Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531	Κ.Α.Ε. εσόδου υπέρ ΤΑΠΕΤ 3512
Α΄ (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κ.λπ.)	60.000 δρχ.	3.000 δρχ.
Β΄ (Υπουργικές αποφάσεις κ.λπ.)	70.000 »	3.500 »
Γ΄ (Διορισμοί, απολύσεις κ.λπ. Δημ. Υπαλλήλων)	15.000 »	750 »
Δ΄ (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κ.λπ.)	70.000 »	3.500 »
Αναπτυξιακών Πράξεων (Τ.Α.Π.Σ.)	30.000 »	1.500 »
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κ.λπ. προσωπικού Ν.Π.Δ.Δ.)	15.000 »	750 »
Παράρτημα (Προκηρύξεις θέσεων ΔΕΠ κ.τλ.)	5.000 »	250 »
Δελτίο Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	10.000 »	500 »
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	3.000 »	150 »
Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π.	10.000 »	500 »
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	300.000 »	15.000 »
Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων (Δ.Δ.Σ.)	50.000 »	2.500 »
ΓΙΑ ΟΛΑ ΤΑ ΤΕΥΧΗ ΕΚΤΟΣ Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	300.000 »	15.000 »

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στα Δημόσια Ταμεία που δίνουν αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) το οποίο με τη φροντίδα του ενδιαφερομένου πρέπει να στέλνεται στην Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Οι συνδρομές του εξωτερικού επιβαρύνονται με το διπλάσιο των ανωτέρω τιμών.
* Η πληρωμή του υπέρ ΤΑΠΕΤ ποσοστού που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται από τα Δημόσια Ταμεία.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού μπορούν να στέλνουν το ποσό του ΤΑΠΕΤ μαζί με το ποσό της συνδρομής.
* Οι Νομαρχιακές Αυτοδιοικήσεις, οι Δήμοι, οι Κοινότητες ως και οι επιχειρήσεις αυτών πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα χρόνο, που αρχίζει την 1η Ιανουαρίου και λήγει την 31η Δεκεμβρίου του ίδιου χρόνου. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι τον Μάρτιο κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γράμματια δεν γίνονται δεκτά.

Οι υπηρεσίες εξυπηρέτησης των πολιτών λειτουργούν καθημερινά από 08.00΄ έως 13.00΄

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ